Demande de décision préjudicielle présentée par le Finanzgericht Münster (Allemagne) le 6 juillet 2022 — Michael Schütte/Finanzamt Brilon

(Affaire C-453/22)

(2022/C 368/25)

Langue de procédure: l'allemand

Jurisdiction de renvoi

Finanzgericht Münster

Parties dans la procédure au principal

Partie requérante: Michael Schütte

Partie défenderesse: Finanzamt Brilon

Question préjudicielles

Les dispositions de la directive 2006/112/CE⁽¹⁾, en particulier le principe de neutralité fiscale ainsi que le principe d'effectivité, exigent-elles, dans les circonstances de l'affaire au principal, que le requérant dispose directement à l'encontre de l'administration fiscale d'un droit au remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée, y compris les intérêts y afférents, qu'il a payée en trop à ses fournisseurs en amont, même s'il est encore possible que, ultérieurement, les fournisseurs en amont adressent une réclamation à l'administration fiscale en raison d'une rectification des factures et que celle-ci ne puisse alors — éventuellement — plus pouvoir se retourner contre le requérant, de sorte que l'administration fiscale risque de devoir rembourser deux fois la même taxe sur la valeur ajoutée?

⁽¹⁾ Directive 2006/112/CE du Conseil, du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée (JO 2006, L 347, p. 1).

Demande de décision préjudicielle présentée par le Verwaltungsgerichtshof (Autriche) le 18 juillet 2022 — EVN Business Service GmbH, Elektra EOOD, Penon EOOD

(Affaire C-480/22)

(2022/C 368/26)

Langue de procédure: l'allemand

Jurisdiction de renvoi

Verwaltungsgerichtshof

Parties dans la procédure au principal

Partie requérante: EVN Business Service GmbH, Elektra EOOD, Penon EOOD

Questions préjudicielles

- 1) L'article 57, paragraphe 3, de la directive 2014/25/UE⁽¹⁾ doit-il être interprété en ce sens qu'il existe une activité d'achat centralisée par une centrale d'achat «située dans un autre État membre» lorsque l'entité adjudicatrice — indépendamment de la question de l'imputation du contrôle exercé sur celle-ci — a son siège dans un autre État membre que la centrale d'achat?
- 2) En cas de réponse affirmative à la question 1:

Le règle de conflit de lois prévue à l'article 57, paragraphe 3, de la directive 2014/25/UE, en vertu de laquelle les activités d'achat centralisées sont fournies par une centrale d'achat située dans un autre État membre conformément aux dispositions nationales de l'État membre dans lequel la centrale d'achat a son siège, vise-t-elle également la législation en matière de procédures de recours et la compétence de l'instance de recours au sens de la directive 92/13/CEE⁽²⁾?

3) En cas de réponse négative à la question 1 ou à la question 2:

La directive 92/13/CEE, en particulier son article premier, paragraphe 1, quatrième alinéa, doit-elle être interprétée en ce sens que la compétence de contrôle d'une instance de recours nationale sur les décisions des entités adjudicatrices doit couvrir toutes les entités adjudicatrices ayant leur siège dans l'État membre de l'instance de recours ou la compétence doit-elle dépendre du point de savoir si l'influence dominante exercée sur l'entité adjudicatrice (au sens de l'article 3, point 4, sous c, ou de l'article 4, paragraphe 2, de la directive 2014/25/UE) émane d'une autorité régionale ou d'un organisme de droit public qui se rattache à l'État membre de l'instance de recours?

- (¹) Directive du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à la passation de marchés par des entités opérant dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux et abrogeant la directive 2004/17/CE (JO 2014, L 94, p. 243).
- (²) Directive du Conseil du 25 février 1992 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à l'application des règles communautaires sur les procédures de passation des marchés des entités opérant dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications (JO 1992, L 76, p. 14).

Demande de décision préjudicielle présentée par le rechtbank Amsterdam (Pays-Bas) le 22 juillet 2022 — Mandat d'arrêt européen émis à l'encontre de CJ; autre partie: Openbaar Ministerie

(Affaire C-492/22 PPU)

(2022/C 368/27)

Langue de procédure: le néerlandais

Juridiction de renvoi

Rechtbank Amsterdam

Parties dans la procédure au principal

Mandat d'arrêt européen émis à l'encontre de: CJ

Autre partie à la procédure: Openbaar Ministerie

Questions préjudicielles

- 1) Les articles 12 et 24, paragraphe 1, de la décision-cadre 2002/584/JAI (¹), lus conjointement avec l'article 6 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, s'opposent-ils à ce qu'une personne réclamée, dont la remise aux fins d'exécution d'une peine privative de liberté a été autorisée de manière définitive mais a été différée «pour qu'elle puisse être poursuivie dans l'État membre d'exécution [...] en raison d'un fait autre que celui visé par le mandat d'arrêt européen», soit maintenue en détention en exécution du mandat d'arrêt européen pendant ces poursuites pénales?
- 2) a. La décision d'exercer la faculté de différer la remise prévue à l'article 24, paragraphe 1, de la décision-cadre 2002/584/JAI est-elle une décision sur l'exécution du MAE qui, en vertu de l'article 6, paragraphe 2, de la décision-cadre 2002/584/JAI, lu conjointement avec le considérant 8 de cette décision-cadre, doit être prise par l'autorité judiciaire d'exécution?
b. Dans l'affirmative, le fait que cette décision a été prise sans l'intervention d'une autorité judiciaire d'exécution au sens de l'article 6, paragraphe 2, de la décision-cadre 2002/584/JAI a-t-il pour conséquence qu'une personne réclamée ne peut plus être maintenue en détention aux fins de l'exécution du mandat d'arrêt européen émis à son encontre?
- 3) a. L'article 24, paragraphe 1, de la décision-cadre 2002/584/JAI, lu conjointement avec les articles 47 et 48 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, s'oppose-t-il à ce que la remise d'une personne réclamée soit différée aux fins de poursuites pénales dans l'État membre d'exécution au seul motif que la personne réclamée ne souhaite pas, lorsque la demande lui en est faite, renoncer à son droit d'être présente durant ces poursuites pénales?
b. Dans l'affirmative, quels facteurs l'autorité judiciaire d'exécution doit-elle prendre en compte pour décider de différer de la remise effective?

(¹) Décision-cadre 2002/584/JAI du Conseil, du 13 juin 2002, relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres (JO 2002, L 190, p. 1).